

Lecture est donnée par un Secrétaire de la lettre ci-après N° 372/Co en date du 20 Novembre 1951, du Chef de Territoire, relative à l'institution de l'impôt sur le revenu dans les E.F.O. :

" Monsieur le Président,

" A une précédente session, l'Assemblée Représentative a émis le vœu et admis le principe de l'institution de l'impôt sur le revenu dans le Territoire.

" Le problème de cette institution se pose dans toute sa nouveauté.

- I -

" Il y a lieu dès l'abord, de dégager la doctrine à adopter et les principes à appliquer.

" Certes, la solution de facilité consisterait en l'élaboration d'un texte inspiré de la réglementation en vigueur dans l'un des Territoires de la France d'Outre-Mer et adapté aux E.F.O. sur quelques points de détail. Si cette solution présente l'avantage de la simplicité, elle n'en est pas moins redoutable dans ses conséquences d'iniquité inhérente à cette simplicité même.

" Elle est à rejeter.

" Par contre, une importante réforme fiscale vient d'aboutir dans la Métropole, fruit de plus d'un siècle d'expérience et résultat de cinq années de travaux émanant des techniciens du Ministère des Finances.

" Cette réforme a reçu son exécution depuis le 1er Janvier 1949 et a donné toute satisfaction.

" La notion de cédules a été abandonnée, suivie de la suppression de plusieurs taxes et impôts, telles que la contribution foncière sur les propriétés bâties et non bâties et la patente (cette dernière n'existant plus provisoirement que pour le calcul d'un principal fictif sur lequel sont basés les centimes additionnels perçus au profit des communes).

" Ne subsiste donc que l'impôt sur le revenu frappant uniformément toutes les catégories de revenus quels qu'ils soient en les soumettant :

- à une taxe proportionnelle

- et à une surtaxe progressive.

" Il serait inutile d'insister sur l'intérêt que présenterait l'application de ces principes dans le Territoire avec, il va sans dire, les modifications de détail et les simplifications nécessaires.

" Ce serait mettre à profit, dès à présent, sur un terrain vierge, et avec toutes ses qualités d'unité et d'équité, les avantages d'une fiscalité moderne, plus simple dans son application que ne l'était l'ancienne et aussi plus sociale et plus rentable.

" A priori, aucune difficulté ne semble pouvoir être soulevée à l'encontre de l'adoption de cette législation dans les E.F.O.

" Un Code de l'impôt sur le revenu pourrait donc être établi
" en s'inspirant de la nouvelle doctrine métropolitaine, compte-
" tenu des conditions spéciales au Territoire.

" L'avant-projet ci-joint, présenté à titre documentaire, donne
" un aperçu de cette législation et ne vise qu'à constituer une
" base concrète de discussion ultérieure.

" D'après les principes de ce texte, dont la complexité n'est
" qu'apparente, l'impôt s'alimentera à deux sources de revenus que
" l'expérience, la logique et l'équité ont révélé inséparables et
" obligent de taxer parallèlement en vue du maintien de l'équili-
" bre du système.

" Ce sont :

" 1°- les revenus des personnes physiques

" 2°- les bénéfices des sociétés (personnes morales)

I- Impôt sur le revenu des personnes physiques :

" Structure : l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera
" un impôt annuel comprenant :

1°- une taxe proportionnelle frappant :

- " a) les revenus fonciers;
- " b) les bénéfices industriels et commerciaux;
- " c) les rémunérations des gérants des sociétés à responsabi-
" lité limitée et des sociétés en commandite et les asso-
" ciés des associations en participation;
- " d) les bénéfices des exploitations agricoles;
- " e) les traitements, salaires, pensions (sous certaines ré-
" serves);
- " f) les bénéfices des professions non commerciales (profes-
" sions libérales et autres);
- " g) les bénéfices distribués des capitaux mobiliers (divi-
" dendes des actions et parts des sociétés).

2°- Une surtaxe progressive frappant le revenu net global de chaque
contribuable.

Personnes imposables :

" La taxe proportionnelle sera due :

- a) par toutes les personnes physiques de nationalité française ou
" étrangère qui perçoivent ou réalisent dans les E.F.O. des béné-
" fices ou revenus énumérés ci-dessus;
- b) par les personnes et sociétés n'ayant pas d'installation profes-
" sionnelle dans les E.F.O., en raison des sommes qui leur sont
" payées en rémunération de l'activité déployée dans les E.F.O.

" En ce qui concerne les bénéfices agricoles et commerciaux,
" le régime du forfait pourra être appliqué, sur leur demande, aux
" contribuables dont le chiffre d'affaires n'excède pas une somme
" qui peut être fixée, par exemple, à 2.000.000 de francs, et le
" régime de l'imposition d'après le bénéfice réel à ceux dont le
" chiffre d'affaires sera supérieur à cette somme.

" La taxe proportionnelle afférente aux salaires et traitements
" sera soumise provisoirement à certaines réserves en raison de la
" retenue à la source déjà effectuée en ce qui concerne particuliè-
" rement les fonctionnaires métropolitains, ainsi que les fonctionna-
" res locaux qui perçoivent, à parité d'indice, des soldes égales

" à celles des fonctionnaires métropolitains. - 3 -

" La surtaxe progressive sera due :

" par toutes les personnes physiques ayant dans les E.F.O. une résidence habituelle et celles domiciliées à l'étranger ou dans la Métropole et disposant de revenus de propriété, exploitation ou professions exercées ou exercées dans les E.F.O.

" En seront affranchies les personnes physiques dont le revenu n'excède pas une somme qui peut être fixée aux environs de 240.000 francs (dans la Métropole, cet abattement est de 120.000 F.M.)

" Revenus imposables. - L'impôt sera dû chaque année à raison des bénéfices ou revenus que le contribuable réalisera ou dont il disposera au cours de la même année.

" La surtaxe progressive sera établie d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable, et, sauf justification contraire, le revenu imposable ne pourra être inférieur à une somme forfaitaire qui sera déterminée en appliquant un barème à certains éléments du train de vie du contribuable.

" Taux. -

" a) Taxe proportionnelle. - Sauf à l'augmenter ou à le diminuer suivant les circonstances, le taux de la taxe proportionnelle pourra être fixé aux environs de 5% (à la Métropole, ce taux est de 18%) avec une décote basée sur 240.000 francs C.F. - (alors qu'à la Métropole cette décote est basée sur 30.000 francs M.)

" Des réductions supplémentaires seront prévues pour enfants à charge, savoir :

" - 15% pour chacun des deux premiers enfants, avec maximum de 5.000 francs par enfant;

" - 45% pour chaque enfant à partir du 3ème, avec maximum de 15.000 francs par enfant;

" b) Surtaxe progressive. - L'abattement à la base, susceptible également d'augmentation ou de diminution, pourra être fixé aux environs de 240.000 francs. (A la Métropole cet abattement est de 120.000 francs M.)

" Une division par parts, en raison de la situation de famille, sera fixée, comme dans la Métropole, conformément au tableau ci-dessous :

" - Célibataire, divorcé ou veuf sans enfant à charge	1
" - Marié sans enfant à charge (après 3 ans de mariage)	1,50
" - Marié sans enfant à charge (avant 3 ans de mariage)	2
" - Célibataire ou divorcé ayant 1 enfant à charge	2
" - Marié ou veuf ayant 1 enfant à charge	2,5
" - Célibataire ou divorcé ayant 2 enfants à charge	2,5
" - Marié ou veuf ayant 2 enfants à charge	3
" - Célibataire ou divorcé ayant 3 enfants à charge	3
" - Marié ou veuf ayant 3 enfants à charge	3,5
" - Célibataire ou veuf ayant 4 enfants à charge	3,5
" et ainsi de suite en augmentation d'une demi-part par enfant à la charge du contribuable.	

" Les étrangers ne profiteront pas des décotes et réductions prévues pour charges de famille, ainsi qu'il se pratique dans la Métropole.

" Le taux progressif pourrait être fixé ainsi qu'il suit :

" 5% entre 240.000 et 500.000 francs

- " 7,5 % entre 500.000 et 800.000 francs
- " 10 % entre 800.000 et 1.200.000 de francs
- " 15 % entre 1.200.000 et 2.000.000 de francs
- " 20 % au-dessus de 2.000.000 de francs
- " sauf à diminuer ou augmenter suivant les circonstances).

" Pour permettre la comparaison, les taux appliqués dans la Métropole sont indiqués ci-dessous :

- " 10 % entre 120.000 et 250.000 francs
- " 15 % entre 250.000 et 500.000 francs
- " 25 % entre 500.000 et 800.000 francs
- " 30 % entre 800.000 et 1.200.000 francs
- " 40 % entre 1.200.000 et 2.000.000 de francs
- " 50 % entre 2.000.000 et 3.000.000 de francs
- " 60 % au-dessus de 3.000.000 de francs

" En définitive, l'impôt ne devra frapper, si on l'admet que les revenus supérieurs à 20.000 francs par mois, ce chiffre étant toujours susceptible de modification.

" Seront donc affranchis, tous les salariés, ainsi que les petits et moyens commerçants, industriels et agriculteurs.

" Un tableau ci-joint, fait ressortir, à titre d'exemple, les impositions qui seraient dues sur les bases indiquées ci-dessus pour les principales catégories de contribuables.

II- Impôts sur les Sociétés.

" Cet impôt sera établi sur tous les bénéfices ou revenus réalisés par les sociétés se livrant à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif et pour l'ensemble de leurs activités dans les E.F.O.

" Le taux pourrait être fixé aux environs de 20 % (à la Métropole ce taux est de 36 %).

" Tels sont les principes que j'ai l'honneur de soumettre préalablement à l'information et à l'appréciation de l'Assemblée Représentative.

" Le code qui sera adopté appellera d'autres textes d'application et des modalités d'exécution, ainsi qu'un règlement d'administration publique.

" Les sanctions pénales devront faire l'objet d'une loi spéciale.

- II -

" En second lieu, se présente la question du rendement de l'impôt.

" Si le revenu global du Territoire peut sans grande difficulté être établi approximativement, la répartition individuelle de ce revenu au stade de la taxation, en raison des abattements divers des réductions pour situation et charges de famille, ne pourra être connue qu'après la réception des premières déclarations qui contiendront les renseignements nécessaires.

" Le rendement de l'impôt ne peut donc être prévu pour le moment et il serait hasardeux d'avancer un chiffre.

" Des moyens d'investigation pourront cependant être envisagés dès l'approbation du code qui permettra l'élaboration d'arrêts nécessaires en vue d'obtenir des futurs contribuables des déclara-

" tions préalables détaillées concernant leurs revenus, leur situa-
" tions et charges de famille.

" En tout état de cause, si le principe de l'institution est
" adopté dès à présent, l'impôt pourra être mis en recouvrement
" en raison de la non-rétroactivité des lois, à partir du 1er Jan-
" vier 1953, sur les revenus réalisés en 1952. Il ne peut être
" question, en effet, de taxer rétroactivement les revenus d'une
" année déjà commencée.

- III -

" Pour étudier l'assiette du nouvel impôt et son taux et éla-
" borer les textes d'application, la venue en mission sur place
" d'un inspecteur contrôleur des Contributions directes métropoli-
" tain est nécessaire et souhaitable, non seulement dans l'intérêt
" bien compris des finances locales, mais aussi dans celui du con-
" tribuable. Elle sera pour ce dernier une garantie totale contre
" les abus et les erreurs involontaires que ne manquerait pas de
" commettre de bonne foi un agent n'ayant pas la formation techni-
" que et pratique voulue.

- IV -

" Le projet de nouvel impôt a été soumis à la Commission des
" réformes fiscales, conformément à la suggestion contenue dans ma
" lettre N° 287/CAB.

" La Commission a, dans sa séance du 29 Octobre 1951, dont le
" procès-verbal est ci-joint, repoussé (sous certaines réserves
" cependant) le principe de son établissement immédiat.

" Je ne peux approuver cette décision basée sur des arguments
" de pure forme qui se trouvent être déjà réfutés, d'ailleurs, par
" les dispositions du présent rapport.

" J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute
" assemblée le projet de délibération ci-joint approuvant le princi-
" pe de l'institution de l'impôt sur le revenu dans les E.F.O. sui-
" vant les dispositions générales en vigueur dans la Métropole, la
" venue en mission à cet effet, au cours de l'année 1952, d'un Ins-
" pecteur-Contrôleur Contributions Directes, lequel sera chargé de
" l'élaboration du Code définitif de l'impôt envisagé et des textes
" d'application.

" Ce fonctionnaire, serait sur place, dans les deux ou trois
" premiers mois de l'année prochaine.

" La dépense à envisager pour une telle mission : un Inspecteur
" de 1ère classe, à l'indice 360, serait d'environ 310.000 francs
" qu'il y aurait lieu d'inscrire au budget de l'année 1952.

Papeete, le 20 Novembre 1951

LE GOUVERNEUR

Bigné : R. PETITBON

D E L I B E R A T I O N

" L'Assemblée Représentative des E.F.O. délibérant dans les con-
" ditions prévues par le décret N° 46-2379 adopté la délibération
" du 25 Octobre 1946, a dans sa séance du
"

- " suivante :
- " **Article 1er.** - Il sera institué dans les Etablissements fran-
" çais de l'Océanie, à compter du 1er Janvier 1952 un impôt sur le
" revenu conformément aux principes et dispositions générales en
" vigueur dans la Métropole et adaptés au Territoire.
- " **Article 2.** - L'impôt sera perçu pour la première fois au cours
" de l'année 1953 sur les revenus encaissés au cours de l'année 1952
- " **Article 3.** - Il sera demandé au Ministère des Finances, l'en-
" voi en mission d'un Inspecteur de 1ère classe des Contributions
" directes, à l'indice 360, lequel sera chargé de l'élaboration du
" Code de l'impôt sur le revenu et des textes d'application.

Le Président

PROCES-VERBAL

de la séance de la Commission des réformes
fiscales du 29 Octobre 1951

ooooo

- " Etaient présents :
- " M.M. PAMBRUN Henri, Chef du Service de l'Enregistrement, Président
- " FARJON, Chef du Service des Finances et de
- " la Comptabilité, Membre
- " SABOURAUD, Chef du Service des Douanes et des
- " Contributions
- " BERNAST, Représentant des Syndicats
- " CERAN-JERUSALEM, Représentant de Syndicat
- " HOFFENSTEDT, Avocat-défenseur
- " JACQUEMIN, Représentant de la C.F.P.O.
- " MARTIN Yves, Délégué de l'Assemblée Représentative
- " HERVE, négociant
- " SOLARI, Président de la Chambre de Commerce
- " BLANCHARD Edward, expert-comptable

- " La séance est levée à 14 Heures 30.
- " A l'ordre du jour : Institution de l'impôt sur le revenu dans les
" E.F.O.
- " M. PAMBRUN ; donne lecture de la lettre N° 287/Cab, ci-dessous
" de Monsieur le Gouverneur à l'Assemblée Représentative

" Monsieur le Président,

" Au cours de sa session de fin 1950, l'Assemblée Représentati-
" ve à l'unanimité avait prié l'Administration de vouloir bien lui
" soumettre un projet de code de l'impôt sur le revenu dans notre
" Territoire. Déférant à ce vœu, j'ai eu l'honneur de remettre sur
" le bureau de l'Assemblée, à la fin de la première session de 1951
" un avant-projet détaillé. L'Assemblée a décidé d'en reporter l'e-
" xamen à la session d'Octobre.

" Je me permets de vous suggérer de confier l'examen de ce docu-
" ment à la Commission fiscale avant l'ouverture de la deuxième ses-
" sion; je pense qu'elle conclura comme moi à la nécessité de deman-
" der à la Métropole l'envoi en mission d'un Inspecteur des Contr-

44
" butions Directes. La détermination de l'assiette de l'impôt pour
" les différentes activités, celle des modes de perception, deman-
" dant en effet des études approfondies et longues et il ne paraît
" souhaitable que la venue de ce spécialiste intervienne dans un dé-
" lai rapproché.

" Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma hau-
" te considération ".

Signé : PETITBON.

" La suggestion du Chef du Territoire avait été adoptée à l'una-
" nimité par la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative
" dans sa séance du 20 Septembre 1951.

" M. PAMBRUN estime : qu'aucune difficulté ne semble pouvoir être
" soulevée à l'encontre de l'institution de l'impôt sur le revenu
" dans les E.F.O., sur les mêmes bases que les dispositions en vi-
" gueur dans la Métropole et adaptées dans le Territoire; et qu'il
" serait nécessaire, en raison de l'importance de la législation, de
" confier cette tâche qui s'avère délicate, à un Inspecteur des Con-
" tributions Directes de la Métropole.

" La question est donc posée à la Commission qui, au vu des prin-
" cipes contenus dans un avant-projet de Code établi conformément à
" la législation métropolitaine en la matière, devra se prononcer :

" sur l'opportunité de l'institution de l'impôt dans les E.F.O.,
" et par, voie de conséquence, sur le recrutement nécessaire d'
" un Inspecteur des Contributions Directes qui sera chargé de l'éla-
" boration des textes définitifs et de leur application.

" M. BERNAST proteste contre cette manière de présenter le pro-
" blème à la Commission et estime que, l'Assemblée Représentative s'
" étant déjà prononcée en faveur de l'institution de l'impôt, la Com-
" mission n'a pas à revenir sur le principe déjà adopté, mais doit
" se borner à la discussion du texte préparé.

" Les Commissions ne doivent jamais statuer sur des principes,
" mais doivent en étudier les modalités.

" L'Assemblée, malgré son premier vote, s'attend à ce quela Com-
" mission des réformes fiscales rejette le principe même de l'insti-
" tution de l'impôt.

" Cet impôt est nécessaire et doit être institué dans les E.F.O.

" M. Bernast insiste pour que la Commission étudie article par
" article l'avant-projet établi.

M. CERAN-JERUSALEM se range à l'avis de M. Bernast.

" La majorité de la Commission estime, cependant, qu'elle a par-
" faitement le droit de revenir sur la question de principe et de se
" déclarer en faveur ou non de l'institution.

" M. PAMBRUN estime que l'impôt est parfaitement applicable dans
" le Territoire et que la législation métropolitaine peut très bien
" y être adaptée.

" M. SOLARI, au nom de la Chambre de Commerce, déclare que l'im-
" pôt sera inapplicable en raison de la dispersion du territoire et
" nécessitera de grosses dépenses résultant d'une augmentation du per-

sonnel administratif (voir note ci-jointe)

" Il se déclare donc opposé à l'institution de l'impôt.

" MM. Jacquemin, Hervé, Blanchard et Hoppenstedt sont de cet avis.

" M. SABOURAUD pose la question de savoir si l'impôt est utile ou non et se demande s'il sera rentable. Dans tous les cas il faudra du personnel en supplément. Mais si l'on ne veut pas de cet impôt, il faudrait adopter un autre principe en compensation : la régie des tabacs par exemple.

" M. BERNAST : " Si l'on n'accepte pas, en effet cet impôt, il faudra bien trouver ailleurs les ressources nécessaires au Territoire. Comme l'avance M. Sabouraud : je suis partisan de la régie des tabacs."

" M. PAMBRUN prétend que l'impôt sera parfaitement rentable, et que le produit compensera largement les dépenses du supplément de personnel nécessaire.

" M. SABOURAUD " Pour l'année 1952, les prévisions de recettes du Service des Contributions (Patentes - Impôt etc...) s'élèvent à 24.000.000 pour 600.000 frs de dépenses du personnel "

" M. MARTIN estime qu'avant toute décision il y aurait lieu de faire venir en mission un Inspecteur qui sera chargé, au préalable, d'étudier les possibilités de l'institution de l'impôt.

" Après un échange de vues définitif, la Commission, à la majorité, repousse l'établissement immédiat de l'impôt :

" Ont voté contre cet établissement :

" MM. Hoppenstedt

" Hervé

" Blanchard

" Jacquemin

" Martin (sous réserve qu'un Inspecteur des Contributions

" soit appelé pour étudier les possibilités de l'institution de cet impôt)

" Solari

" Sabouraud (sous la même réserve formulée par M. Martin)

" Ont voté pour l'institution immédiate de l'impôt et le recrutement à cet effet d'un Inspecteur des Contributions directes :

" MM. Pambrun

" Farjon

" Bernast

" Cérans-Jérusalémy

" La séance est levée à 16 heures 50 et ont signé :

" M.M. Pambrun - Farjon - Sabouraud - Bernast - Cérans-Jérusalémy - Hoppenstedt - Jacquemin - Martin - Hervé - Solari - Blanchard.

ANNEXE

" Résumé des principales objections soulevées par la Chambre de Commerce contre l'institution dans les E.F.O. de l'impôt sur le revenu.

" Le budget du Territoire s'accroît, chaque année, dans des proportions considérables et il est à prévoir qu'avec les frais de fonctionnement et d'entretien du nouvel équipement, les dépenses augmenteront progressivement jusqu'à des niveaux que nous ignorons. Or, pour faire face à des dépenses nouvelles, il faut des ressources correspondantes. Ces ressources ne pourront être trouvées que dans un accroissement de la productivité. A l'heure actuelle, le Territoire des E.F.O. ne paraît pas en période d'essor économique. Le coprah, la phosphate, la vanille, la noix ont atteint un niveau qui ne saurait être de beaucoup dépassé; les superficies cultivables ou arables sont presque exclusivement réduites à la bande côtière qui est déjà utilisée presque entièrement; Il est donc à craindre que le Territoire ne soit en cours d'être doté d'un train de vie supérieur à ses moyens. Et il ne semble pas qu'il soit sage d'essayer de compenser ce manque de productivité par un accroissement des charges fiscales.

" D'autre part, il est incontestable que l'institution de l'impôt sur le revenu impliquera la mise en place d'une série d'organes de liquidation, de recouvrement et de contentieux et que ce n'est pas un seul fonctionnaire, quel que soit son grade, qui pourra assumer une aussi lourde charge, mais un nombre indéterminé d'agents spécialisés. D'ailleurs la dispersion des îles dans les E.F.O. constituera une difficulté supplémentaire du fait des contrôles qui ne pourront être facilement et rapidement effectués.

" N'est-il pas à craindre également que l'établissement de l'impôt sur le revenu ne provoque une demande de relèvement des marges bénéficiaires et n'entraîne, ipso facto, une nouvelle augmentation du coût de la vie?

" En outre, cette institution qui eût pu paraître équitable puisque, dans son principe, elle impose chaque individu, quelle que soit son activité, en fonction de sa véritable situation de fortune, ne constitue qu'une aggravation des charges fiscales, puis que si on parle de supprimer les patentes (en partie tout au moins) et l'impôt foncier, à aucun moment il n'est question d'une diminution des impôts indirects.

" En fait il n'appartient pas à la Chambre de Commerce de rejeter ou d'accepter en bloc, à priori, le principe d'une institution dont elle ne connaît pas le rendement (de l'aveu même du rapporteur); elle ne peut que préciser son point de vue :

" En l'état actuel des choses, l'établissement de l'impôt sur le revenu ne lui paraît pas souhaitable; il ne lui est pas possible d'émettre un avis favorable, même de principe, car lorsque l'institution sera en place il sera trop tard pour faire machine en arrière, qu'elle que soient les difficultés provoquées par cette expérience. Il est à craindre que les taux d'imposition, qui paraissent minimes si on les compare à ceux pratiqués dans la Métropole, et qui ont été établis sans connaître le rendement de l'impôt, ne servent de tremplin à des augmentations futures qu'il sera impossible d'arrêter si les besoins financiers ne sont pas comblés par le nouvel impôt ou si, comme l'usage paraît devoir s'en établir, le Territoire doit faire face à des dépenses toujours plus importantes.

" Et Monsieur le Gouverneur, dans son discours d'ouverture de la session de l'Assemblée Représentative, se demande :

" Comment l'équilibre financier pourra-t-il être maintenu en présence des dépenses de fonctionnement, d'entretien et d'aménagement de l'équipement économique et social dont ce pays est en train de se doter ? "

" Plus loin il ajoute :

" Nous avons le devoir impérieux de mesurer cet effort en lui assignant les sages limites que doit inspirer le bon sens paysan.... nous devons bannir tout luxe, car notre effort doit être à la mesure de nos ressources."

" Plus loin encore :

" Mais l'appui financier de la Métropole aura une fin. Le moment n'est pas éloigné où l'on s'apercevra que notre système fiscal n'est plus adapté au développement acquis et à venir de ce pays, dont l'économie basée presque exclusivement sur une quasi monoculture est à la merci des fluctuations parfois imprévisibles des cours mondiaux. Et si cette dernière éventualité se produisait en ce moment, amenant une chute des rentes très-fiscales..."

" En l'occurrence, l'Assemblée fait observer que l'impôt sur le revenu pas plus que l'impôt indirect ne serait capable de pallier ces fluctuations imprévisibles " et qu'il serait beaucoup plus sage, économiquement parlant, de régler les dépenses du Territoire en raison de ses ressources certaines et non pas d'accroître les charges fiscales en raison des dépenses nouvelles.

Le Président
de la Chambre de Commerce
Signé : René SOLARI

L'étude du projet de ce Code de l'impôt, joint au rapport ci-dessus, est renvoyée à la suite, l'Assemblée désirant profiter de la présence du Chef du Service des Travaux Publics, convoqué par M. le Secrétaire Général, pour mettre au point les modifications à apporter au Plan de Campagne.

PLAN DE CAMPAGNE -

LE CHEF DU SERVICE DES FINANCES rappelle que la suppression ou la réduction de certains travaux prévus : route de Bain Loti, nouveau Sémaphore, Hôpital, clôture de la Maternité, travaux à la prison, etc... laisse un disponible de 2.060.000 francs qui pourront être répartis sur d'autres travaux.

En ce qui concerne la

Réfection et entretien de la route de ceinture sur son parcours à travers le Territoire de la Commune

M. MILLAUD demande si, conformément à la décision prise par l'Assemblée, le Chef du Service des Travaux Publics a pris contact avec les techniciens de la Municipalité et ce qu'il en est résulté.

LE CHEF DU SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS p.i. : J'ai vu le Conseiller technique et le Chef du Service des Travaux Municipaux. Tous deux seraient d'accord pour que le Service des Travaux Publics se